

ENTRETIEN

Bernard Cazeneuve : " Je veux commencer tout de suite la réforme de l'administration "

Bernard Cazeneuve dans son bureau au ministère de l'intérieur. MARC CHAUMEIL/DIVERGENCE POUR " LE MONDE "



UN MOIS après son arrivée Place Beauvau, Bernard Cazeneuve n'a pas encore personnalisé son bureau. Le nouveau ministre de l'intérieur sait que les fonctions ministérielles peuvent être éphémères : depuis 2012, ce fidèle de François Hollande n'a jusqu'ici pas passé plus de dix mois au même poste. Il détaille au *Monde* sa feuille de route.

Claude Guéant voulait " réduire " l'immigration, M. Valls se voulait " ferme mais juste ". Et vous ?

Ferme et juste, c'est un bon équilibre, et j'ajouterais humain. Les deux textes sur l'immigration et l'asile, qui seront présentés en conseil des ministres fin juin pour adoption au Parlement avant la fin de 2014, incarneront cet équilibre. Le projet de loi sur l'immigration doit permettre un meilleur accueil des étrangers par la mise en place du passeport " talent ", du titre de séjour pluriannuel et du parcours d'intégration. Avec la réforme de l'asile, nous voulons réduire les délais de traitement des dossiers de vingt-quatre à neuf mois. Je serai aussi intraitable face aux filières de passeurs qui encouragent l'immigration clandestine.

Les évacuations de campements de Roms resteront la règle ?

Les campements illicites sont évacués dans le respect des règles de droit. Nous cherchons toujours des solutions en amont pour les personnes évacuées.

Vous estimez donc que cette politique contestée fonctionne ?

Il n'y en a pas d'autre. Si nous ne faisons pas en sorte que cesse le trouble à l'ordre public causé par ces campements, nous mettons ces populations elles-mêmes dans la difficulté. Nous devons aussi encourager l'Union européenne à prendre ses responsabilités. Les fonds européens doivent être pleinement utilisés pour l'intégration en Roumanie et en Bulgarie.

Quelles seront vos priorités dans le domaine de la sécurité ?

Approfondir et conforter ce qui a été mis en place, et lancer des actions nouvelles. Une bonne politique ne change pas en permanence de pied, mais s'inscrit dans la durée pour donner des résultats. Les zones de sécurité prioritaires donnent des résultats. A Marseille, les deux ZSP ont permis de restaurer l'autorité publique avec une baisse des violences et des atteintes aux biens. Il faut aussi en permanence évaluer, ajuster et développer la prévention.

Mais à Marseille, les règlements de comptes continuent...

Même dans ce domaine, je rappelle qu'on est retombé à moins de 20 règlements de comptes en 2013, alors que ce chiffre avait bondi de 7 à 29 entre 2007 et 2012. Je donne ces chiffres pour ceux qui, à chaque fois qu'il y a un règlement de comptes, demandent des comptes comme pour occulter leur propre bilan. Est-ce qu'on doit s'en satisfaire ? Non, naturellement. Il faut tarir la source du financement des bandes organisées, intensifier la saisie des avoirs criminels, la lutte contre le trafic d'armes. C'est un travail au long cours.

L'évolution des cambriolages et des vols est aussi préoccupante.

Le plan cambriolage du gouvernement est efficace : leur nombre est à nouveau orienté à la baisse, alors qu'ils avaient augmenté de 40 % au cours du précédent quinquennat. Je souhaite que nous agissions aussi sur d'autres domaines. Je présenterai en juin un plan complet contre les vols et trafics liés à l'automobile.

Au-delà des effectifs, avez-vous l'intention de dégager des moyens supplémentaires ?

Nous créons à nouveau 500 postes par an alors que la droite en avait supprimé 13 000. La modernisation de nos forces de sécurité est aussi une priorité. Le plan police 3.0 la

permettra, et nous devons trouver les ressources en interne pour financer nos priorités.

Vous avez présenté un plan de lutte contre le djihad en Syrie. Jeudi, une réunion internationale a lieu à Bruxelles. Qu'en attendez-vous ?

Davantage de coopération entre les différents pays de l'UE. Et il y a également un travail commun à mener avec les grands opérateurs Internet, pour supprimer les contenus illicites qui incitent à la haine.

Manuel Valls a annoncé une réforme des collectivités territoriales. L'organisation de l'Etat va-t-elle s'adapter ?

Avec moins de régions, nous devons absolument réorganiser l'administration avec un maillage qui garantisse la présence de l'Etat et des services publics au plus près des territoires, notamment à l'échelon départemental, et leur montée en gamme, avec davantage de pouvoir aux préfets.

Quel sera votre calendrier ?

Le président a réaffirmé qu'il fallait aller vite. Je veux commencer tout de suite, par des propositions élaborées en lien avec Marylise Lebranchu et André Vallini qui seront remises au premier ministre. Le ministre de l'intérieur est là un peu comme un mécanicien qui doit être ingénieur.

A droite, certains souhaitent un référendum...

A titre personnel, je n'y suis pas favorable. En général, les référendums conduisent à répondre à une question que l'on n'a pas posée. Cette réforme des territoires n'est pas un jeu, c'est un enjeu : construire la France de demain.

D'autant plus que M. Hollande entame sa troisième année dans une situation très difficile...

François Hollande a toujours été lucide. Quand il a été élu en 2012, il savait que le pays était dans une situation économique très dégradée. Il savait que le redressement serait difficile et qu'il pourrait susciter des crispations.

Si la situation était si grave, pourquoi n'a-t-il pas davantage dramatisé l'enjeu ?

Pourquoi toujours tout dramatiser, comme ce fut le cas sous le quinquennat précédent ? La politique, ce n'est pas du théâtre, les costumes n'y sont pas de Roger Harth et les décors de Donald Cardwell. Durant ces deux premières années, nous avons pris des décisions difficiles qui nous exposaient au risque de l'impopularité, mais avec des

premiers résultats, qui doivent être amplifiés.

Comme ancien ministre du budget, que dites-vous aux 41 députés socialistes qui se sont abstenus sur le plan d'économies ?

Je regrette leur vote, mais plutôt que de juger, il nous faut convaincre la majorité avec beaucoup d'ardeur et de sens du dialogue. Je ne suis pas inquiet, les premiers résultats arrivant, je sais que tous les socialistes seront réunis demain.

Pour les européennes, le PS fait campagne pour " une autre Europe ", le gouvernement suit les consignes de Bruxelles. N'est-ce pas de la schizophrénie ?

C'est au contraire de la cohérence. Pour changer l'Europe, il faut d'abord être crédible en son sein.

Vous êtes un ministre de l'intérieur différent de M. Valls. Comment imprimer votre marque ?

Je ne me pose pas cette question, je suis comme je suis. J'ai une boussole : le sens de l'Etat. Ma personne est secondaire. Je me suis toujours effacé derrière les fonctions que j'ai occupées. Je n'ai pas une relation narcissique à la politique, et ce n'est pas à 50 ans qu'on change son caractère.

Aujourd'hui, êtes-vous le " premier flic de France " ?

Cette expression est sympathique mais réductrice. J'assume d'être le chef des policiers, des gendarmes, des pompiers et du corps préfectoral, et je suis fier de l'ensemble de mes troupes, de leur dévouement. Les Français expriment une puissante demande d'Etat. Eh bien pour moi, le ministre de l'intérieur, c'est avant tout le ministre de l'Etat. Un Etat présent, qui protège, apaise et respecte chacun. Voilà ma feuille de route.

Propos recueillis par Bastien Bonnefous et Laurent Borredon

© Le Monde

◀ **article précédent**
François Hollande accélère...

article suivant ▶
Les écologistes se déchirent...